Le SPD dans la bataille des élections au *Bundestag* – l'illustration d'un déclin inéluctable ?

Brigitte Lestrade

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/Allemagne/649>

DOI : 10.4000/Allemagne.649

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2018

Pagination : 145-158

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Brigitte Lestrade, « Le SPD dans la bataille des élections au *Bundestag* – l'illustration d'un déclin inéluctable ? », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 50-1 | 2018, mis en ligne le 30 juin 2019, consulté le 02 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/Allemagne/649> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/Allemagne.649>

Le SPD dans la bataille des élections au *Bundestag* – l'illustration d'un déclin inéluctable ?

■ Brigitte Lestrade *

Les élections au *Bundestag* de septembre 2017 ont vu s'affronter, pour la première fois depuis la fondation de la République fédérale, sept partis politiques d'orientation différente. Les partis du gouvernement sortant, la CDU/CSU associée au partenaire junior le SPD, les libéraux du FDP, le parti des Verts, le parti d'extrême gauche *Die Linke* ainsi que, pour la première fois, l'extrême droite de l'*Alternative für Deutschland*, AfD. Pour les sociaux-démocrates du SPD, l'échéance était particulièrement cruciale, car, après avoir été aux commandes du pays à plusieurs reprises, sous Willy Brandt, Helmut Schmidt et Gerhard Schröder, ils ont dû faire face au déclin continu du nombre de leurs électeurs, un mouvement qui s'est accentué depuis qu'ils ont fait cause commune avec la droite dans une grande coalition, la GroKo, comme l'appellent les Allemands. Depuis l'avènement d'Angela Merkel à la chancellerie, leurs candidats, que ce soit Frank-Walter Steinmeier, l'actuel président fédéral, ou Peer Steinbrück, ont été battus par la CDU/CSU. Cette fois-ci, bien décidés à reconquérir la majorité dans le pays, les responsables du SPD ont été chercher leur champion, Martin Schulz, l'ancien président du Parlement européen, à l'extérieur de leur cénacle. Mais, cette fois-ci aussi, le SPD a été battu, et même plus sévèrement que jamais. Cette contribution examine les circonstances de la sélection de leur candidat, les choix programmatiques et la campagne électorale des sociaux-démocrates, afin d'analyser les causes de l'échec, qu'elles soient internes ou bien qu'elles s'inscrivent dans un mouvement de recul qui englobe l'ensemble des pays européens.

La désignation de Martin Schulz comme candidat à la chancellerie

La désignation du candidat social-démocrate destiné à défier Angela Merkel pour le poste de chancelier n'était pas sans poser de sérieux problèmes au parti. Lors des

* Professeur de civilisation allemande contemporaine à l'Université de Cergy-Pontoise.

échéances précédentes, Frank-Walter Steinmeier en 2009 et Peer Steinbrück en 2013 n'avaient guère été à la hauteur des espérances ; avec un score très inférieur à celui des chrétiens-démocrates, ils ne furent pas en mesure de faire de l'ombre à la réélection d'Angela Merkel⁽¹⁾. Lorsque la question s'est posée à la fin de l'année 2016, plusieurs options se sont présentées, dont aucune ne paraissait convaincante. Frank-Walter Steinmeier, ministre fédéral des Affaires étrangères à l'époque, s'apprêtait à sortir du jeu, car aspirant à se faire élire au poste honorifique de président fédéral. Olaf Scholz, le maire de la Ville-État de Hambourg, était intéressé, mais il manquait de notoriété aux yeux de certains. Restait Sigmar Gabriel, ministre fédéral de l'Économie et de l'Environnement depuis 2013, vice-chancelier et président du SPD depuis 2009. Poids lourd du parti et candidat considéré comme le plus sérieux, il laissait planer le doute sur ses intentions. Les sondages fin 2016 qui donnaient une avance de 17 % à la CDU/CSU par rapport au SPD (38 % comparé à 21 %) n'étaient pas de nature à l'encourager.

Entre temps, un autre candidat s'était manifesté. Martin Schulz, qui siégeait au Parlement européen depuis 1994 et qui le présidait depuis 2012, a annoncé le 24 novembre 2016 qu'il quittait le perchoir de l'hémicycle de Strasbourg pour se consacrer à la politique nationale allemande. Pressenti un temps pour diriger la liste sociale-démocrate dans son *Land* d'origine, la Rhénanie du Nord-Westphalie, pour les élections fédérales de septembre 2017, il a vite fait comprendre qu'il se voyait plutôt comme challenger de Madame Merkel pour la chancellerie. L'arrivée de Martin Schulz a permis à Sigmar Gabriel de se retirer à son profit – comme il l'avait déjà fait en 2013 en faveur de Peer Steinbrück –, sans mettre son parti dans l'embarras. Il est vrai que la plupart de ses compagnons de route le considéraient comme inapte à conduire le SPD à la victoire, une opinion qu'il semblait partager, comme il l'avait exprimé dans une interview parue dans le magazine *Stern* du 25 janvier 2017 (« Si je me présentais, j'échouerais et avec moi le SPD »). C'est en effet la veille, le 24 janvier, cinq jours avant la date fixée, que Sigmar Gabriel, sous la pression de ses pairs, a annoncé publiquement qu'il renonçait à la candidature à la chancellerie ainsi qu'à la présidence du parti⁽²⁾.

Les choix programmatiques des sociaux-démocrates

Le candidat du SPD a été désigné au mois de janvier 2017, neuf mois seulement avant les élections législatives, alors même que la plupart des Allemands ne le connaissaient pas. Cet aspect découverte a rendu service à Martin Schulz, au moins dans un premier temps. Ses fonctions antérieures comme président du Parlement européen à Strasbourg l'ont tenu éloigné de la politique intérieure allemande. Du coup, dans l'esprit des électeurs, il n'a pas été associé aux déboires passés et présents du SPD. Il

-
- 1 L'histoire récente du SPD est émaillée de défaites. Lors des élections au *Bundestag* de 2009, Frank-Walter Steinmeier, le candidat social-démocrate de l'époque, n'a obtenu que 23 % du vote, le plus mauvais résultat jamais obtenu alors, et Peer Steinbrück, quatre ans plus tard, a dû se contenter de 25,7 %. Pour la législature présente, comme pour les grandes coalitions précédentes, les sociaux-démocrates ont été cantonnés au rôle de second couteau, tous les succès politiques, même ceux dont l'origine revient aux sociaux-démocrates, comme par exemple l'introduction du salaire minimum, ayant été attribués à la chancellerie.
 - 2 Il semblerait toutefois qu'un accord secret, désignant Martin Schulz comme futur candidat du SPD, ait lié les deux hommes dès l'été 2016, mais dont la teneur n'a été révélé au public qu'en janvier 2017.

apparaissait aux yeux de tous comme un homme neuf, capable d'insuffler une sorte de *Aufbruchstimmung* à ses camarades. De plus, sa biographie, très différente de celle de la plupart des candidats, le rendait proche des électeurs. Issu d'une famille simple, il n'a pas passé le baccalauréat, se destinant à une carrière de footballeur. Une blessure ayant mis une fin définitive à ce rêve, ce qui l'a précipité dans l'alcoolisme pour un temps, il a suivi une formation de bibliothécaire. Ayant renoncé à l'alcool, il a ouvert une librairie près d'Aix-la-Chapelle et s'est lancé dans la politique. Membre du SPD à 19 ans, il fut élu maire de la ville de Würselen en 1986 à 31 ans, comme le plus jeune maire du *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie. Six ans plus tard, il a rejoint le Parlement européen où il a poursuivi une carrière brillante, s'attirant au passage l'ire de Silvio Berlusconi⁽³⁾. Polyglotte et européen, issu du peuple, mais respecté par les puissants de ce monde, il représente un type d'homme politique très différent de ce que connaissent les Allemands.

C'est peut-être ce qui explique le choix du parti désireux de sortir des sentiers battus. Et c'est ce qui éclaire aussi la réaction que sa nomination a suscitée dans le pays. Élu à la présidence du parti et confirmé comme candidat à la chancellerie le 19 mars 2017 avec le score inégalé de 100 % des voix des délégués réunis en congrès extraordinaire à Berlin, il paraissait être en situation de remporter la victoire face à la chancelière. Dans les semaines qui ont suivi sa nomination, il a été célébré comme une vedette dans les médias. Dans les cinq premières semaines après sa nomination, le SPD a enregistré 10 000 nouvelles adhésions, davantage que dans toute l'année 2015. C'étaient essentiellement des jeunes qui s'identifiaient à son discours et à sa manière de ne pas faire mystère de son parcours atypique. Par moments, les sociaux-démocrates atteignaient même, dans l'estime des électeurs, des taux d'approbation habituellement réservés aux chrétiens-démocrates.

Cet envol n'a toutefois pas duré, non seulement en raison des attaques de leurs adversaires politiques, notamment de la CDU et de son alliée la CSU, mais aussi parce que le programme présenté par le SPD n'était pas, ne pouvait pas être, à la hauteur de la vague d'enthousiasme que le choix de M. Schulz avait suscitée. Dans un premier temps, avant la coupure des vacances d'été et le début de la phase chaude de la campagne électorale, les responsables du SPD avaient conseillé à Martin Schulz d'éviter d'être trop concret et de se contenter, lors de ses déplacements et de ses discours au public, de réclamer davantage de justice (« *Zeit für mehr Gerechtigkeit* ») pour la société allemande. Ces appels, régulièrement repris sur les affiches imaginées par le parti, s'accompagnaient toujours de références à l'importance de l'Europe.

Ce n'est qu'au mois de juillet que le SPD publie son « Plan d'avenir pour une Allemagne moderne ». Le programme électoral, fort de 88 pages, comporte de nombreuses thématiques classiques chères aux sociaux-démocrates, telles que l'accroissement du nombre d'entreprises soumises aux conventions salariales (*Tarifbindung*), la création d'emplois à durée indéterminée ou la gratuité des formations, de l'école maternelle à l'université. Ils

3 La première fois que les Européens ont entendu parler de Martin Schulz, c'était en 2003 au Parlement européen quand, encore simple député, il a pris à partie Silvio Berlusconi qui, ne sachant répondre aux questions pressantes de M. Schulz, l'a traité de « kapo », de caporal d'un camp de concentration nazi. Cette insulte et la réplique cinglante de M. Schulz ont révélé au public allemand ses talents d'orateur.

demandent une répartition plus juste de la charge fiscale et une stabilisation du niveau des retraites. Le système des assurances maladie, la concomitance d'une assurance d'État et d'un système privé, doit être aboli au profit d'une assurance citoyenne égale pour tous et financée à nouveau à parts égales par l'employeur et le salarié⁽⁴⁾.

Les points essentiels du programme électoral du SPD

- Nous permettons aux parents de répartir les tâches professionnelles et familiales entre eux au moyen d'un temps de travail familial et à l'aide d'une bonne garde dans les crèches, les écoles maternelles et dans les écoles ouvertes toute la journée. Nous déchargeons les familles, par exemple en supprimant les droits d'inscription dans les crèches et les écoles maternelles.
- Nous rendons les formations gratuites – des crèches aux études supérieures en passant par la formation initiale et ce jusqu'au master et à l'examen de maître ouvrier (*Meisterprüfung*).
- Nous investissons dans nos écoles et nous supprimons l'interdiction de coopération (*Kooperationsverbot*), afin que l'aide arrive précisément là où on en a besoin⁽⁵⁾.
- Pour la sécurité de l'emploi, nous supprimons la limitation dans le temps des contrats sans cause réelle et sérieuse.
- Au moyen de textes légaux, nous allons promouvoir l'égalité des salaires pour les hommes et les femmes, s'ils effectuent le même travail.
- Nous renforçons l'esprit d'entreprise par l'accroissement d'investissements privés et publics.
- Nous créons l'Internet rapide et le haut débit pour tous, tout en réduisant les écarts entre la campagne et la ville.
- Nous veillerons au rétablissement de l'égalité du niveau des cotisations versées par l'employeur et le salarié à l'assurance maladie.
- Nous n'accroîtrons pas davantage l'âge légal d'accès à la retraite, et nous stabiliserons son niveau.
- Nous protégerons l'environnement par une utilisation plus efficace de l'énergie. Nous ferons de l'Allemagne une société neutre en termes de gaz à effet de serre.
- Nous veillerons à ce que les loyers restent abordables même dans les grandes villes et que l'accès à la propriété soit encouragé.
- Nous créerons un cadre juridique pour l'immigration afin de recruter des spécialistes qualifiés.

4 Le taux de cotisation à l'assurance maladie légale reste fixé à 14,6 % en 2018. L'employeur et le salarié en versent chacun la moitié, soit 7,3 %. S'y ajoute un versement complémentaire à la charge du seul salarié qui peut différer d'une caisse maladie à l'autre. En 2018, le versement complémentaire moyen diminuera de 0,1 % pour atteindre 1,1 %. Les cotisations maladie se calculent sur la base du salaire brut jusqu'au plafond d'assujettissement. Ce plafond passera de 4 350 euros par mois (52 200 euros par an) en 2017 à 4 425 euros par mois (53 100 par an en 2018). Les parts de salaire qui dépassent ces montants ne supportent pas de prélèvement au bénéfice de l'assurance maladie. Les sociaux-démocrates souhaitent revenir à un prélèvement complètement égalitaire entre employeur et salarié.

5 La Loi fondamentale précise que le gouvernement fédéral et les *Länder* ne peuvent coopérer que dans quelques cas bien précis. La politique d'éducation et de formation, telle que la structure du système scolaire, la fixation du nombre d'étudiants ou la définition des contenus d'examens, relève de la seule responsabilité des *Länder*. Si le gouvernement fédéral peut, dans certaines situations, participer à un projet, un financement pérenne est exclu puisqu'il s'agit de préserver l'autonomie des *Länder*. Cette disposition, qualifiée de *Kooperationsverbot*, a de nombreux détracteurs, dont le SPD.

- Nous créerons 15 000 nouveaux postes de policiers – et veillerons ainsi à accroître la sécurité.
- Nous voulons une constitution européenne qui allie la réussite économique au progrès social et à plus de démocratie.
- Nous sommes contre une augmentation des dépenses d'armement ; au lieu de cela, nous allons démarrer une initiative de désarmement et nous interdirons l'exportation d'armes de petit calibre hors de l'UE et de l'OTAN.

Si les Allemands étaient d'accord avec la plupart des propositions avancées par le SPD, ils ne pouvaient manquer de constater qu'elles ressemblaient beaucoup à celles utilisées lors de la campagne de 2013. Elles ne se distinguent pas assez du projet des chrétiens-démocrates et, reproche majeur, elles ne faisaient pas assez de place aux débats qui engagent l'avenir, tels que les nouveaux médias ou la transformation du monde du travail vers les emplois numériques. Toute la campagne électorale des sociaux-démocrates paraissait tournée vers le passé, au lieu d'inviter les électeurs à affronter hardiment un avenir incertain mais plein de promesses.

Les attaques menées contre la chancelière ne portaient pas non plus, et ce pour plusieurs raisons, de fond et de forme. Si le candidat lui-même n'avait eu aucune part dans la politique menée dans le cadre de la grande coalition, son parti y était largement associé. S'il critiquait le gouvernement, il critiquait son parti en même temps, ce qui ne pouvait que le freiner. Par contre, il n'a jamais vraiment pris ses distances par rapport aux réformes Hartz du marché de l'emploi, un geste que ses électeurs attendaient d'un candidat dont l'emblème était la justice sociale. Madame Merkel, de son côté, jouant la partie de l'esquive, n'a jamais pris la peine de lui répondre directement, ni de citer son nom, ce qui rendait le combat inégal. De plus, certaines critiques sonnaient creux, l'économie allemande ne s'étant rarement mieux portée que sous le gouvernement CDU/CSU. Les électeurs n'affichaient pas un réel désir de changement.

Trois élections régionales perdues

C'est ce qui a été constaté lors des trois élections régionales de 2017, dans la Sarre, au Schleswig-Holstein et en Rhénanie du Nord-Westphalie, qui précédaient le scrutin fédéral. À chaque fois, les sociaux-démocrates ont perdu, mais pour des raisons différentes. Le scrutin du 26 mars en Sarre a vu la victoire de la chrétienne-démocrate Annegret Kramp-Karrenbauer avec un taux de 40,7 % des voix (29,6 % pour le SPD). Si les sociaux-démocrates avaient espéré l'emporter à Sarrebruck, ils n'étaient pas très réalistes, car la ministre-présidente y jouit d'une réelle considération, et le SPD, ayant annoncé son intention de constituer une coalition avec les Verts et *Die Linke* en cas de victoire, a effrayé plus d'un électeur. Toutefois, la Sarre, avec environ 1 million d'habitants, est le plus petit des *Länder* allemands. L'issue du scrutin ne pouvait, aux yeux du SPD, avoir valeur de test.

Six semaines plus tard, le 7 mai, les 2,3 millions d'électeurs du Schleswig-Holstein, le *Land* le plus septentrional de l'Allemagne, se rendaient aux urnes. Le SPD était confiant que la coalition entre les sociaux-démocrates, les Verts et le SSW, le parti de la minorité danoise, serait reconduite. Mais c'est la CDU qui l'a emporté avec 33,3 % des voix, contre seulement 26,5 % pour le SPD. Ce score est d'autant plus étonnant que la

CDU était conduite par Daniel Günther, un candidat pratiquement inconnu du grand public. Mais le ministre-président sortant Thorsten Albig avait fâché une partie de son électorat en raison de son humour souvent déplacé et sa vision du rôle de la femme dans la société qui ne cadrait plus avec les aspirations de ses électrices. Là encore, le SPD a pu trouver des raisons de se rassurer : A. Kramp-Karrenbauer a gagné en raison de ses qualités personnelles, et T. Albig les a perdues parce que, précisément, il en manquait. Le gouvernement de D. Günther, une coalition dite « Jamaïka » en référence à leurs couleurs, noir-vert-jaune, entre la CDU, les Verts et le FDP, préfigurait pour certains l'issue des élections fédérales de septembre.

Le vrai test pour les sociaux-démocrates devait être les élections en Rhénanie du Nord-Westphalie, tenues le 14 mai, une semaine après celles du Schleswig-Holstein. Les résultats dans ce *Land*, avec une population de près de 18 millions, pouvaient à juste titre être considérés comme prédictifs en vue des élections fédérales quatre mois plus tard. Le SPD était confiant, car la ministre-présidente sortante Hannelore Kraft avait une bonne image, et le duel télévisé avec son challenger chrétien-démocrate Armin Laschet, quelques jours avant l'échéance, n'avait pas permis de départager les candidats, qui restaient au coude à coude dans les sondages. C'est là que la chancelière est intervenue pour apporter son soutien au candidat CDU. Dans une charge très virulente contre la gestion des sociaux-démocrates en Rhénanie du Nord-Westphalie, elle a souligné toutes les défaillances du gouvernement régional sortant : le montant de la dette, les failles sécuritaires, en référence aux attaques à Cologne lors de la nuit de la Saint-Sylvestre dix-huit mois plus tôt, l'état insuffisant des écoles, des routes, etc. Cette présentation du *Land* comme la lanterne rouge du pays a porté ses fruits : au *finish*, la CDU l'a emporté avec 33 % des voix, en augmentation de 6,7 points, alors que le SPD en a perdu 7,9 pour tomber à 31,2 %. Le discours musclé de la chancelière a également profité aux libéraux du FDP⁽⁶⁾ qui atteignent 12,6 % des voix, une pierre de plus dans le jardin du SPD.

Après les trois défaites successives dans les *Länder*, Martin Schulz a souligné, non sans raison, que des aspects régionaux ont joué dans tous les cas, qui ne permettent pas d'en tirer des conclusions pour l'échéance fédérale. De plus, si la participation est globalement en hausse, la volatilité s'accroît aussi. Les électeurs se décident de plus en plus au dernier moment et changent souvent de parti. Mais on ne peut nier que les résultats obtenus par le SPD montrent l'affaiblissement, voire l'effacement de l'effet Schulz. Trois mois avant l'échéance, le SPD accuse un retard de 15 points par rapport à la CDU.

Un débat télévisé qui n'a pas fait bouger les lignes

Trois campagnes d'affiches et de nombreux discours devant des publics variés dans toutes les régions d'Allemagne plus tard, avait lieu le 3 septembre, trois semaines avant les élections, le débat télévisé Merkel-Schulz, ultime occasion pour les sociaux-démocrates de rattraper le retard sur la CDU. Pour les connaisseurs de la façon pondérée,

6 La CDU a formé une coalition de gouvernement avec les libéraux du FDP qui, sous la conduite de son président Christian Lindner, a amélioré son résultat de 4 points par rapports aux élections régionales précédentes. Ensemble, les deux partis n'ont toutefois qu'une majorité d'une voix au parlement régional.

parfois ennuyeuse de la chancelière, le débat était comparativement animé, Martin Schulz ayant réussi à la mettre sur la défensive sur plusieurs points. Ainsi, il l'a attaquée sur sa politique d'accueil des réfugiés à l'automne 2015, non pas sur le principe, que les sociaux-démocrates approuvent, mais sur le fait qu'elle n'y ait pas associé ses partenaires européens. Sur sa politique vis-à-vis de la Turquie, il l'a prise par surprise en plaidant pour l'abandon des négociations d'adhésion, ce qui l'a amenée à suggérer qu'on en rediscute au sein de l'UE. Pour la retraite à 70 ans, une proposition avancée par les chrétiens-démocrates, mais à laquelle le SPD s'oppose, il l'a amenée à préciser qu'elle ne l'introduirait pas, le privant du coup d'un argument en faveur du vote SPD.

Mais, dans l'ensemble, les téléspectateurs, sondés dès la fin de l'émission, estimaient que c'est la chancelière qui était sortie victorieuse du débat, à la surprise des journalistes et des responsables des deux partis eux-mêmes, convaincus que Martin Schulz s'était très honorablement battu. Une fois rassérénés sur l'issue du débat, les commentateurs, notamment dans le camp des chrétiens-démocrates, considéraient que Angela Merkel bénéficiait d'un bonus en tant que chancelière et qu'elle jouissait de la confiance de ses concitoyens, alors que Martin Schulz est resté encore un inconnu pour la plupart d'entre eux. C'est pourquoi, il a dû rester prudent dans ses attaques contre elle, les électeurs risquant de mal prendre des remarques susceptibles de les choquer. S'y ajoute la différence de ton : depuis les douze ans que la chancelière détient le pouvoir, les Allemands sont habitués à sa manière de s'exprimer, un peu hésitante, tournant autour du pot, se perdant dans les détails... Quant à Martin Schulz, plus direct, parfois ironique, il a paru dérouter certains téléspectateurs. La réaction dans les médias français, habitués à des débats politiques autrement plus musclés, était teintée d'incrédulité, voire d'amusement, certains n'hésitant pas à qualifier le duel télévisé de duo, tant les deux opposants paraissaient d'accord sur l'essentiel, ponctuant leurs échanges fréquemment d'un « je suis d'accord avec vous... ».

Dans le camp social-démocrate, la satisfaction était néanmoins palpable, car les sondages après le débat ont montré que les téléspectateurs considéraient que Martin Schulz avait débattu avec la chancelière à égalité, qu'il représentait une véritable alternative et qu'il avait le niveau d'être chancelier. En outre, la plupart des sondés estimaient qu'ils étaient agréablement surpris de sa performance et le trouvaient plus proche des gens que la chancelière. Mais, sauf exception, un débat télévisé ne décide pas de l'issue d'un scrutin. Les résultats des élections fédérales du 24 septembre ont en effet montré que l'effet Schulz a fait long feu.

L'échec des sociaux-démocrates

Les résultats des élections fédérales du 24 septembre ont réservé des surprises. Si le SPD a obtenu son résultat le plus faible depuis les élections d'après-guerre, la même chose est vraie pour la CDU/CSU qui doit faire face à une chute aussi brutale, avec le deuxième plus mauvais score de son histoire. Le parti d'extrême droite, l'Alternative pour l'Allemagne, entre pour la première fois au *Bundestag*, d'emblée comme troisième force, et les libéraux du FDP y font leur retour après leur élimination au scrutin précédent. Les chrétiens-démocrates, bien qu'affaiblis, restent en charge de la formation du nouveau gouvernement, alors que le SPD a dû constater avec amertume que le changement de candidat à la chancellerie n'a pas apporté le retournement de situation espéré.

Résultats officiels des élections fédérales de 2017

Parti	Votes en %	Total des sièges
Union démocrate-chrétienne, CDU	26,76	200
Union sociale-chrétienne, CSU	6,17	46
<i>Total CDU/CSU</i>	<i>32,93</i>	<i>246</i>
Parti social-démocrate, SPD	20,51	153
Alternative pour l'Allemagne, AfD	12,64	94
Parti libéral-démocrate, FDP	10,75	80
<i>Die Linke</i>	9,24	69
Alliance 90/Les Verts, <i>Die Grünen</i>	8,94	67

Si l'échec du SPD, surtout après le pic d'adhésions au printemps, reste incompréhensible pour bon nombre d'observateurs, la plupart d'entre eux estiment cependant qu'on ne peut en attribuer la responsabilité au seul candidat Martin Schulz. De par son itinéraire, il est proche des gens simples, mais il côtoie les puissants qui le respectent. Il s'est battu de toutes ses forces sans jamais se décourager, même face à des sondages en berne. La tâche était difficile, l'*outsider* qu'il fut contre une adversaire détentrice du pouvoir depuis douze ans qui pratique l'art de l'esquive avec un art consommé, mettant sous le boisseau les débats qui engagent l'avenir du pays. Il n'était sans doute pas assez agressif lors de l'unique débat télévisé, mais ce n'est pas une seule occasion, même d'importance comme une confrontation devant des millions de téléspectateurs, qui explique la piètre performance des sociaux-démocrates dans les urnes en septembre. Les facteurs d'explication sont nombreux, mais les principaux sont probablement le passif que représente aux yeux des électeurs de gauche la politique de l'emploi conduite sous le gouvernement du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder et le faible soutien que les caciques du SPD ont apporté à leur candidat Martin Schulz.

Lorsque Gerhard Schröder a lancé sa réforme du marché de l'emploi, les réformes Hartz, en 2005, le chômage avait atteint un niveau insupportable, et il craignait de perdre les élections fédérales à venir, s'il ne parvenait pas à le juguler. Sa politique, notamment le volet Hartz IV, prévoyait des mesures financières dans le domaine des allocations chômage, destinées à puissamment inciter les chômeurs à reprendre très rapidement un emploi, même s'il était mal rémunéré, très éloigné du foyer ou ne correspondant pas aux compétences du demandeur. La fusion de l'assistance chômage (*Arbeitslosenhilfe*) avec l'aide sociale aboutissait au fait qu'une personne sans emploi, au bout d'un an de chômage, se trouvait financièrement au niveau du RSA et sombrait dans la pauvreté⁽⁷⁾. Ces mesures, qualifiées de politique de droite, mais prises par un

7 Si les réformes Hartz ont contribué de façon significative à la diminution du chômage – le nombre de chômeurs a été divisé par deux en quinze ans, en passant à moins de 2,5 millions fin 2017, le nombre le plus bas depuis l'unification –, il est incontestable qu'elles ont également accru la pauvreté et la précarité. En 2006, un an après l'entrée en vigueur de la réforme Hartz IV, le nombre de bénéficiaires de minima sociaux était de 8,1 millions. Tombé à 7 millions en 2011, leur nombre est reparti à la hausse pour atteindre à nouveau le chiffre de 8 millions en 2015. Le taux de pauvreté atteint 15,7 % en 2017, le

gouvernement de gauche, n'ont jamais été acceptées par les électeurs sociaux-démocrates et constituent un des reproches principaux adressés aux responsables du SPD encore aujourd'hui. Il est vrai qu'ils n'ont jamais vraiment pris leurs distances par rapport à cette politique, et même Martin Schulz n'en a pas réellement pris le contrepied, promettant seulement des aménagements.

Les réformes Hartz n'expliquent pas à elles seules l'échec de la campagne électorale des sociaux-démocrates. S'y ajoute une certaine impréparation doublée d'un manque de solidarité de ses compagnons. On savait depuis longtemps qu'Angela Merkel serait la candidate des chrétiens-démocrates, mais au lieu de déterminer longtemps en amont qui serait celui du SPD, pour lui donner le temps de se profiler, les caciques sociaux-démocrates ont tergiversé, sondant un tel, comme le bourgmestre de Hambourg Olaf Scholz, ou avançant tel autre, comme Sigmar Gabriel, mais sans se fixer. Les raisons de ces hésitations sont compréhensibles : ils croyaient si peu à leurs chances de succès qu'ils préféraient attendre leur tour, le futur quatrième mandat de la chancelière étant considéré par la plupart des politiques comme son dernier, ouvrant la course en 2021. Il est vrai que la chancelière n'avait guère permis à son partenaire junior de la grande coalition de se profiler. Si la politique du gouvernement, notamment la politique sociale, portait clairement la signature du SPD, toutes les réussites furent mises sur le compte de la chancelière.

Si les responsables du SPD furent soulagés d'avoir trouvé un candidat en Martin Schulz, leur soutien paraissait singulièrement tiède. Sigmar Gabriel, pressenti pendant un temps, a préféré briller comme ministre en charge des Affaires étrangères, une fonction plus gratifiante que celle de ministre de l'Économie qu'il tenait auparavant, au lieu de mettre sa visibilité accrue au service du candidat. Andrea Nahles, ministre du Travail SPD du gouvernement sortant, ne manifestait qu'un soutien tiède à Martin Schulz, car, peu convaincue de ses chances de succès, elle se ménageait son avenir comme éventuelle présidente et successeur de Schulz à la tête de son parti. Si la politique sociale de l'ancien chancelier Schröder a rebuté une partie de la base électorale du SPD qui s'est tournée vers des partis populistes, son comportement actuel a encore accentué la coupure entre lui et son ancien électorat. Au mois d'août s'est répandue la nouvelle que Gerhard Schröder deviendrait le président du conseil d'administration du groupe pétrolier russe Rosneft, réputé être un soutien des intérêts politiques et économiques de Moscou. Au lieu de pouvoir compter sur le soutien d'un ancien chancelier social-démocrate, Martin Schulz se voyait contraint de prendre ses distances par rapport à un comportement que bon nombre de camarades SPD jugeait incompatible avec les convictions propres à leur parti.

Au total, le SPD et son candidat Martin Schulz ont dû faire face à de nombreux obstacles : des problèmes de personnes, de timing, d'organisation aussi. Ils n'ont pas réussi à faire comprendre à leur électorat de base ce qu'ils feraient mieux que leurs concurrents. Mais au-delà de ces échecs au pays, ils ont dû faire face à un défi qui les dépasse : le recul de la social-démocratie partout en Europe.

niveau le plus élevé depuis l'unification, comparé à 13,9 % pour la France (taux de pauvreté mesuré à 60 % du revenu médian). Parallèlement, la précarité s'est accrue : le nombre d'intérimaires a triplé, le travail à temps partiel est très répandu, et le niveau de certains salaires, avant l'introduction du salaire minimum – à 8,84 €, il est plus bas que le SMIC français –, était peu élevé.

Le déclin de la social-démocratie dans les sociétés européennes

Martin Schulz aurait-il pu l'emporter si les circonstances avaient été autres ? Si le SPD l'avait choisi nettement en amont de l'échéance électorale, s'il avait été davantage soutenu par son parti, s'il s'était montré plus combatif ? On peut en douter. Son échec s'inscrit en effet dans une vague de reflux de la social-démocratie qui est à l'œuvre partout en Europe. Le cas de la France, où le parti socialiste était peu présent à la présidentielle de 2017 et n'a obtenu que 9,5 % aux législatives, est singulier dans sa brutalité, mais ailleurs en Europe, en Irlande, aux Pays-Bas, en Autriche, sans parler de certains pays d'Europe de l'Est, les partis de gauche sont à la peine. Si la social-démocratie a compté jusqu'à douze gouvernements dans l'UE entre 1997 et 2002, son déclin, longtemps masqué par les succès électoraux, a commencé il y a entre trente à quarante ans. Durant les Trente Glorieuses, les partis de la gauche gestionnaire ont su accompagner les évolutions du capitalisme en proposant des mesures de nature à contrebalancer ses effets les plus nocifs. Mais à partir du milieu des années 70, après le premier choc pétrolier et l'amenuisement du surplus à distribuer, les sociaux-démocrates n'ont pas développé de vision nouvelle, se contentant de gérer une situation économique de plus en plus défavorable à la majorité de la population. Il est vrai que la social-démocratie était encore au pouvoir dans presque tous les pays européens vers 1999/2000, Lionel Jospin en France, Tony Blair en Grande-Bretagne, Giuliano Amato en Italie et Gerhard Schröder en Allemagne, sans oublier l'Autriche, le Portugal, la Suède et la Grèce, également gouvernés par la gauche à l'époque.

Qu'est-ce qui s'est détraqué ? Les explications divergent. Certains accusent l'UE : les contraintes budgétaires qu'elle a imposées, l'ouverture des frontières qu'elle a organisée livrant les actifs nationaux aux vents contraires de la concurrence des pays en voie de développement, la politique financière qu'elle a menée, qui, aux yeux d'une partie de l'électorat de gauche, favorisait les riches. Or, les sociaux-démocrates soutiennent l'Europe, d'où peut-être un sentiment de trahison. De plus, les politiques de la *troisième voie*, la ligne suivie par Tony Blair et Gerhard Schröder, étaient perçues comme trop favorables aux marchés et à la libéralisation des échanges. Le combat contre le chômage, mené avec vigueur, a accru la pauvreté et la précarité des couches populaires. Celles-ci, se sentant en quelque sorte lâchées par ceux qui devaient les défendre, se sont tournées de façon croissante vers les extrêmes, la gauche ou la droite populiste, comme on peut le voir tant en Allemagne avec la présence de *Die Linke* et de l'*AfD* qu'en France avec le *Front national* et la *France insoumise* aux extrêmes du spectre politique.

Cette désaffection de l'électorat traditionnel de la social-démocratie s'est accompagnée d'un clivage croissant entre deux tendances. D'un côté, on trouve les libéraux aisés et cosmopolites, aux convictions de gauche affichées, qui apprécient les possibilités d'ouverture que permet l'Europe et en bénéficient pleinement. De l'autre côté, les précaires et les laissés pour compte perçoivent l'Europe et la mondialisation comme une menace. Contrairement au premier groupe, ils favorisent les valeurs culturelles conservatrices et se sentent mal à l'aise avec certaines prises de position de la gauche actuelle. Le SPD a perdu du terrain dans les deux électorats. Les tenants du premier ont tendance à donner leurs voix au parti des Verts ou aux libéraux du FDP, parce qu'ils s'y sentent perçus comme des individus ayant des idées progressistes. Les seconds se détournent de la politique ou rejoignent des mouvements populistes opposés comme

eux aux nouvelles élites. S'y ajoute la tendance croissante à changer de parti au fil des élections, les électeurs déçus des partis de gouvernement votant tantôt pour l'extrême gauche tantôt pour la droite radicale. La fidélité à un parti semble être un phénomène du passé. Comment alors sauver le SPD du déclin ?

Les sociaux-démocrates entre l'opposition et la poursuite de la GroKo

À l'annonce du résultat des élections du 24 septembre, la position des responsables politiques fut unanime : ce n'est que dans l'opposition que le SPD pouvait se reconstruire et reconquérir la crédibilité perdue pendant toutes ces années passées comme partenaire junior d'un gouvernement marqué à droite. Martin Schulz ayant catégoriquement refusé de continuer la grande coalition avec les chrétiens-démocrates, ceux-ci ont entamé des négociations avec le FDP et les Verts en vue de former une coalition dite de Jamaïque⁽⁸⁾, la seule, hormis la grande coalition, leur permettant d'avoir une majorité de gouvernement sans avoir recours à l'extrême gauche de *Die Linke* ou à l'extrême droite de l'AfD (*Alternative für Deutschland*). Toutefois, fin novembre, après des semaines de négociation, ponctuées de commentaires intempestifs permanents sur les résultats partiels, les libéraux du FDP ont jeté l'éponge avec les propos transmis en direct de leur président Christian Lindner : « Il est préférable de ne pas gouverner que de mal gouverner. » Cette déclaration et la fin des pourparlers ont mis l'Allemagne dans la situation inédite depuis la fondation de la République fédérale en 1949, celle de ne pas avoir de majorité de gouvernement. Selon le positionnement politique des commentateurs, la responsabilité en est attribuée soit au FDP soit aux chrétiens-démocrates, une des pierres d'achoppement principales ayant été le problème de l'immigration, notamment le regroupement familial.

Après ce séisme politique, les possibilités politiques se résumaient à l'organisation de nouvelles élections législatives ou la constitution d'un gouvernement minoritaire, les sociaux-démocrates ayant réitéré leur rejet de la formation d'une grande coalition. Toutefois, ces deux solutions étaient très mal vues par les chrétiens-démocrates. D'éventuelles nouvelles élections au *Bundestag* n'auraient apporté aucun changement notable à la composition de celui qui est sorti des urnes le 24 septembre. Tous les sondages avaient confirmé que les électeurs n'avaient pas changé d'avis, malgré les soubresauts dont ils avaient été les spectateurs pendant les négociations passées, et auraient voté dans le même sens une deuxième fois. La formation d'un gouvernement minoritaire n'avait pas été envisagée par la chancelière, car il impliquait la recherche incessante d'une majorité pour chaque initiative du gouvernement, ce qui ralentit considérablement son action. Or, après l'échec de la formation d'une coalition jamaïcaine, tous les responsables du SPD⁽⁹⁾ ont affirmé haut et fort qu'il ne changeait rien à leur position de

8 La coalition jamaïcaine fait référence aux couleurs du drapeau de la Jamaïque : noir pour les chrétiens-démocrates de la CDU/CSU, jaune pour le Parti libéral-démocrate, FDP, et vert pour les écologistes de *Die Grünen*.

9 Hormis Martin Schulz, il s'agit notamment de tous les ministres SPD du gouvernement sortant, Sigmar Gabriel, ministre des Affaires étrangères, Katarina Barley, ministre du Travail et des Familles, Barbara Hendricks, ministre de l'Environnement, Heiko Maas, Garde des Sceaux, Brigitte Zypries, ministre de l'Économie, ainsi que Rolf Stegner, vice-président du SPD. Ils ont tous déclaré de façon unanime qu'une reconduction de la grande coalition était hors de question.

refus d'une réédition de la GroKo. Leur vœu fut et restait la régénération du SPD par le biais d'une opposition forte et résolue.

Mais devant la situation de blocage dans laquelle s'enlisait l'Allemagne, c'est le président de la République, Frank-Walter Steinmeier, qui a repris la main. Le 20 novembre 2017, au lendemain de l'échec des négociations pour former un gouvernement jamaïcain, il a exhorté tous les acteurs politiques à retourner à la table des négociations en déclarant à la télévision : « J'attends de tous les partis qu'ils soient disponibles pour le dialogue afin de rendre possible la formation d'un gouvernement dans un délai raisonnable. » L'expression « tous les partis » incluait à l'évidence les sociaux-démocrates, en dépit de la fermeté de leur position de refus. Cette prise de position d'ouverture du président fédéral, qui excluait dans un premier temps tout recours à de nouvelles élections au *Bundestag*, était suivie par une invitation à Martin Schulz à venir discuter avec lui. Si le président allemand dispose de peu de pouvoirs réels comparé au président français, c'est dans des crises, telles que celle-ci, où il doit faire face à une situation inédite, que son influence se fait sentir. En vertu du § 63 de la Constitution, c'est en effet lui qui propose le nom du futur chancelier au parlement de Berlin. Après des heures de discussion entre les deux hommes, tous les deux membres du SPD, le président Steinmeier est parvenu, en faisant appel au sens du devoir des sociaux-démocrates, à les faire changer d'avis.

Si la position de Martin Schulz fut rejointe par bon nombre de personnalités sociaux-démocrates, à l'image d'Andrea Nahles, ministre du Travail dans le gouvernement sortant, ce revirement fut très mal perçu par une frange importante du SPD. Les adversaires les plus résolus d'une nouvelle édition de la GroKo sont les jeunes sociaux-démocrates, les Jusos. Au lendemain de la rencontre, le 30 novembre, entre les trois présidents de parti, Angela Merkel, CDU, Horst Seehofer, CSU, et Martin Schulz du SPD, sous la houlette du président fédéral, ils ont lancé une pétition contre une GroKo, bientôt accompagnée d'une tournée dans le pays pour défendre leur position. Le parti ayant promis que la reprise de discussions exploratoires en vue d'entrer dans des négociations de coalition serait soumise aux membres du congrès du SPD, Martin Schulz et son équipe, tout en exprimant leur confiance dans un résultat positif, s'attendait à une issue serrée : elle le fut ; après un congrès très agité, et un double recomptage des voix à main levée, l'accord des 600 délégués fut obtenu avec 56 % des voix. Les négociations en vue de former un nouveau gouvernement de grande coalition ont commencé en janvier, mais en raison de dissensions importantes qui perdurent, l'entrée en fonction du nouveau gouvernement n'a pu avoir lieu qu'au mois de mars, pratiquement six mois après les élections fédérales. Si les membres du SPD, appelés à s'exprimer par vote sur le contrat de coalition l'ont finalement approuvé à une majorité des deux tiers, l'issue de cette consultation restait incertaine jusqu'au bout, tant étaient nombreux les appels au boycott d'une nouvelle GroKo⁽¹⁰⁾.

10 Un sondage publié par l'hebdomadaire *Der Spiegel* au mois de décembre a confirmé que la plupart des électeurs du SPD étaient contre une réédition de la GroKo : 56,5 % contre, 25,7 % pour ; les chiffres pour la CDU/CSU donne l'image inverse : 61,6 % en faveur de la GroKo, 25,7 % contre. Si les électeurs sociaux-démocrates favorisent la constitution d'un gouvernement minoritaire, tous les électeurs, de droite comme de gauche, sont opposés à de nouvelles élections (le SPD opposé à 87 %, la CDU/CSU à 90 %), <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/spd-mehrheit-der-anhaenger-lehnt-grosse-koalition-ab-a-1181759.html>

Conclusion

La situation politique dans laquelle se trouve l'Allemagne au début de l'année 2018 semble plus inextricable que jamais. Les sociaux-démocrates du SPD ont raté leur pari de remporter les élections fédérales et d'instaurer un gouvernement de gauche, une amère défaite pour un parti dont les initiatives ont marqué la mandature précédente, mais dont le mérite a été attribué à la droite. Pire : ils ne peuvent même pas se régénérer dans l'opposition pour l'emporter en 2021. Leur sens du devoir, opportunément rappelé par le président fédéral Frank-Walter Steinmeier, les contraint de s'engager à nouveau dans une grande coalition avec les chrétiens-démocrates de la CDU/CSU. Les chrétiens-démocrates qui savent qu'ils vivent actuellement la *Merkeldämmerung*, le crépuscule de Merkel, sont condamnés à rétablir la GroKo avec le SPD, un attelage qui a manifestement réussi au pays sur le plan économique, à voir la bonne santé du PIB, l'excédent budgétaire croissant d'année en année et la bonne santé des exportations, pour ne citer que les aspects les plus frappants. Mais le taux de chômage a beau être le plus bas depuis l'unification allemande, la perception d'un clivage croissant entre les gagnants et les perdants de la mondialisation conduit à la baisse du nombre d'électeurs des deux grands partis de gouvernement.

Il est vrai que leur politique ne se distingue guère : la gauche et la droite se sont plus ou moins retrouvés au centre, laissant un espace considérable aux extrêmes, que ceux-ci ont su exploiter. Tous les deux auraient souhaité se régénérer : la CDU/CSU dans une coalition avec les libéraux et les Verts afin d'acquérir à nouveau un profil clairement dessiné, et le SPD dans l'opposition pour récupérer une orientation nettement de gauche. Qu'ils ne puissent pas le faire, les électeurs en ayant décidé autrement, les met dans une situation très difficile, ce qui s'est manifesté dans la longueur des négociations en vue d'établir un contrat de coalition. En dépit d'un résultat aux élections nettement plus faible que celui des chrétiens-démocrates, le SPD a réussi à obtenir le même nombre de porte-feuilles ministériels que la CDU. Le contrat de coalition porte également la marque des sociaux-démocrates. En dépit de ces acquis, les électeurs de gauche ne sont pas vraiment convaincus, estimant que le nouveau gouvernement est plus un produit de la nécessité que de la conviction. Il est encore trop tôt pour savoir si la nouvelle GroKo sera une réussite, le faible taux d'approbation du *Bundestag* lors de l'élection de la chancelière pour un quatrième mandat n'étant pas bon signe. L'avenir politique de l'Allemagne apparaît très confus, ce qui est préjudiciable à l'Allemagne et dommage pour l'Europe, qui aurait bien besoin du tandem France-Allemagne pour avancer sur le chemin des réformes.

Indications bibliographiques

Olivier BEAUD, « Crise politique allemande et pouvoirs méconnus du président fédéral », *JP blog*, <http://blog.juspoliticum.com/2017/11/24/crise-politique-allemande-et-pouvoirs-meconnus-du-president-federal-par-olivier-beaud/>

Étienne DUBSLAFF, « Le SPD dans le contexte de la crise de la social-démocratie en Europe », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 222 (2017).

Romarc GODIN, « Allemagne : Martin Schulz, un candidat plus coriace pour Angela Merkel ? », *La Tribune*, 24.11.2016.

Brigitte LESTRADE, « Quel bilan social de la grande coalition? », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 222 (2017).

Kristin OFER, « Schulz kämpfte bis zur letzten Minute – doch SPD ließ ihn ins offene Messer laufen », *Focus-online*, 24.09.2017, https://www.focus.de/politik/deutschland/bundestagswahl_2017/20-8-prozent-fuer-die-sozialdemokraten-schulz-kaempfte-bis-zur-letzten-minute-doch-spd-liess-ihn-ins-offene-messer-laufen_id_7631713.html

Ferdinand OTTO, « Schulz' erster Fehler », *Zeit-online*, 22.03.2017, <http://www.zeit.de/politik/deutschland/2017-03/bundestagswahl-martin-schulz-wahlkampf-koalitionsgipfel-spd-union>

Jérôme VAILLANT, « La fin de l'effet Schulz », *Forbes Magazine*, 17 mai 2017, <https://www.forbes.fr/politique/la-fin-de-l-effet-schulz/>

Résumé

Avec le plus mauvais résultat aux élections fédérales du 24 septembre 2017 jamais obtenu, le SPD doit encore une fois renoncer à diriger le pays, en dépit d'un candidat, Martin Schulz, ancien président du Parlement européen, qui ne pouvait être tenu pour responsable de la politique menée par la grande coalition sortante. Cet échec est en partie dû à l'absence de profil clair du SPD; les positions de la droite et celles de la gauche ont fini par se ressembler, la chancelière, avec l'appui des sociaux-démocrates, ayant conduit le pays au centre. S'y ajoute, dans la plupart des pays européens, le déclin d'une social-démocratie qui n'a pas su trouver de remèdes probants aux dérives inégalitaires qui minent nos sociétés actuelles.

Zusammenfassung

Mit dem schlechtesten jemals erreichten Ergebnis bei den Bundestagswahlen vom 24. September 2017 fährt die SPD erneut eine Niederlage ein, obwohl ihr Kandidat Martin Schulz, der frühere Präsident des Europa-Parlaments, keine Mitverantwortung für die Politik der großen Koalition übernehmen musste. Dieses Resultat ist zum Teil der Tatsache geschuldet, dass die SPD kein klares Profil aufweisen konnte. Die Politik der Rechten und der Linken sind sich sehr ähnlich, da die Kanzlerin das Land in der Mitte geführt hat. Dazu beigetragen hat auch der Niedergang der Sozialdemokratie in den meisten europäischen Ländern, da es ihr nicht gelungen ist, schlüssige Antworten auf das Auseinanderklaffen unserer heutigen Gesellschaften zu finden.